

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 19 MARS 1930

Rapport de la Commission des Sciences et des Arts, chargée de l'examen du Projet de Loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand.

(Voir les n^{os} 26, 84 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 6, 12, 13, 19, 20, 26, 27 février et 5 mars 1930; le n° 97 du Sénat.)

Présents : MM. VERMEYLEN, président, DIERCKX, le comte DE LA BARRE D'ERQUELINES, le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, DUCHATEAU, RONVAUX, RUTTEN, VAN OVERBERGH, WAUCQUEZ et CARNOY, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Projet de Loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand a été, dans son principe et dans ses détails, l'objet d'interminables discussions à la Chambre et dans le pays. Au moment où le Sénat est appelé à prendre position à son sujet, il est certes déjà parfaitement éclairé quant à la portée et quant à la nature de la réforme qui a réuni à la Chambre une majorité écrasante.

Cette quasi-unanimité indique l'importance que les Belges de tous les partis, les Wallons comme les Flamands, attachent à cette mesure de pacification, quelles que soient leurs préférences personnelles quant à l'emploi des langues en Belgique; ils ont tous compris que l'intérêt du pays, loyalement conçu, était éminemment servi par l'adoption d'un projet qui met fin à une cause de division entre citoyens belges. Ils ont donné à leur vote le caractère d'une manifestation solennelle tendant à fortifier l'union nationale.

De plus en plus, en effet, dans l'opinion belge l'on comprend les motifs de raison et de sentiment qui amènent les Flamands à attacher un si grand prix

à l'emploi de leur langue maternelle à l'Université de Gand.

Ceux-ci voient dans cette réforme, tout d'abord un symbole.

Elle caractérise, en effet, la tendance du mouvement flamand des dernières années, celui de la seconde époque. Les premiers efforts visaient à faire renaître l'intérêt du peuple et des lettrés pour la langue, la littérature, l'art flamands, tout en atténuant quelque peu les inconvénients résultant pour les Flamands, eux-mêmes, d'une suprématie administrative et sociale du français en Flandre.

Dans la suite, il apparut que la nationalité flamande, ne pouvait être respectée et servie, que par une organisation rationnelle de la Belgique, reconnaissant franchement le fait de sa dualité ethnique. La démocratie flamande prit conscience de ses droits et de sa dignité, et, du premier coup, cette aspiration vers la libération, se concrétisa dans la conquête de l'Université de Gand, foyer de culture officiel de la région flamande et dont le caractère français pesait sur toute la vie intellectuelle et sociale de ces provinces en faisant cruellement apparaître l'état de

subordination culturelle dont elles se plaignaient.

Somme toute, il y a entre le nouveau mouvement flamand et l'ancien la même différence qu'entre la démophilie et la démocratie.

La flamandisation de l'Université de Gand est devenue, en grande partie, une question de justice et de dignité chez ceux qui la réclament et l'on ne pourrait surestimer l'importance de ce souci de la dignité racique dans le mouvement flamand actuel.

Mais Gand est plus qu'un symbole, il est aussi, avons-nous dit, un instrument de premier ordre pour la réalisation de la devise : « In Vlaanderen Vlaamsch ». En vain, s'est-on efforcé souvent, dans certains milieux, de démontrer que la réforme envisagée eût dû être un couronnement, et non un point de départ. N'eût-il pas été plus logique, disait-on, de flamandiser d'abord les autres degrés de l'enseignement préparant à l'Université, d'autant plus que pour la diffusion des sciences un idiome d'expansion relativement restreinte, paraissait être d'une utilité discutable. Mais ces raisonnements faisaient fi de beaucoup de réalités.

S'il est vrai que l'Université est le terme de l'éducation, elle en est aussi la norme ; elle influence indirectement l'organisation de l'école primaire et surtout celle de l'enseignement secondaire. En effet, si ces institutions visent à des buts propres, elles n'en constituent pas moins pour beaucoup de leurs élèves la préparation aux études supérieures. Aussi longtemps que celles-ci seront de langue française, la tendance générale de l'enseignement restera ce qu'elle fut jusqu'ici, c'est-à-dire un effort graduel pour supplanter la langue maternelle par le français.

En outre, l'Université forme aux professions libérales et agit directement sur l'esprit et le langage des classes dirigeantes. On sait combien l'exemple de celles-ci influe sur les aspirations,

les conceptions, les sentiments de toute la communauté. Ignore-t-on la difficulté qu'il y a pour tout Flamand d'aujourd'hui, s'élevant dans l'échelle sociale, à maintenir chez lui et chez les siens, l'usage de la langue de ses ancêtres ?

En tenant compte seulement de ces réalités de la Belgique actuelle on aurait donc dû comprendre mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici l'importance attachée par les Flamands à la possession de l'institution qui devait créer une classe intellectuelle flamande. Toutefois, si l'on avait regardé davantage au delà de nos frontières, on eût certes dissipé plus vite et plus sûrement encore les préjugés tenaces qui jusqu'ici se sont opposés à la réforme en question.

La flamandisation de Gand est, en effet, tout à fait conforme aux aspirations nationales démocratiques telles qu'elles s'affirment aujourd'hui en Europe. L'organisation rationnelle d'un Etat sur la base de l'égalité des classes et de la subordination des intérêts de l'élite aux besoins de la communauté toute entière ne peut s'accommoder de « langues aristocratiques », isolant du peuple, précisément ceux dont l'activité doit être mise à la disposition de celui-ci, ceux qui, dans une communauté normale, sont les guides, les modèles, les inspirateurs de la masse et cela dans tous les aspects de la culture.

De là, la naissance de si nombreuses nationalités ayant chacune leur langue, dans des régions où jadis, seuls, certains idiomes de grande extension avaient droit de cité dans l'administration et dans le haut enseignement. Or, chez tous ces peuples, sans exception, la langue nationale est devenue celle de l'université. Il en est ainsi de la Tchécoslovaquie, de la Livonie, de la Lithuanie, la Finlande, la Yougoslavie et de tant d'autres pays dont les langues ont bien moins d'extension que le néerlandais, moyen d'expression des Hollandais avec leurs sept universités, sans parler de l'Indonésie et de l'Afrique du Sud.

Cette évolution, certes, paraît être en contradiction absolue avec la tendance moderne au cosmopolitisme, favorisée par les puissants moyens de transport et d'extension dont use la civilisation actuelle. En fait, les deux aspirations se concilient, car les inconvénients de la multiplicité des langues nationales sont fortement atténués par le succès grandissant comme « langues secondes » de deux ou trois idiomes « mondiaux » en attendant la formation assez prochaine, sans doute, d'une langue universelle d'appoint.

Cette situation est saine, car elle favorise la formation d'une civilisation générale, tout en permettant pendant longtemps encore aux différents types humains avec leurs qualités et leurs caractéristiques propres de subsister et de se développer.

Les provinces flamandes ne pouvaient faire exception, elles dont l'héritage intellectuel et artistique est si riche et si caractéristique. Leur population, pas plus qu'une autre ne peut accepter d'être obligée, en fait, de subordonner son droit à la culture, à l'acquisition d'une langue nouvelle, si sympathique soit-elle.

Elle doit, aussi, s'efforcer de rétablir chez elle une situation linguistique saine, permettant à son idiome de vivre de la vie normale des langues dans une communauté où la classe instruite entretient le sens de l'élégance et de la correction linguistique, ainsi que la richesse du vocabulaire dans tous les domaines. Une langue réduite aux usages familiers et triviaux, se dépouille des termes se rattachant aux préoccupations des gens cultivés. Est-elle, en outre, recouverte trop exclusivement par une autre langue « aristocratique », elle subit le sort des communautés asservies et sans fierté. Elle prend la livrée de ses maîtres, elle perd sa grâce native, sa vigueur propre et se plie à des constructions bâtarde, calquées sur celles d'un idiome au génie souvent bien différent du sien.

L'existence d'une classe intellectuelle

de langue flamande est donc tout autant une nécessité linguistique qu'une exigence de la saine démocratie, en ce sens qu'elle permet à un nombre infiniment plus grand de personnes de s'élever intellectuellement et moralement et cela tout en gardant leur caractère ethnique propre. Ceci est conforme à tout ce que nous savons de la psychologie des langues et des nationalités. Il est, d'autre part, conforme à la psychologie humaine que le Flamand, quelle que puisse être la différence entre le néerlandais et le français en tant qu'« article d'exportation », n'accepte pas que l'État ne lui reconnaisse pas, en toute réalité, des droits égaux à ceux des Belges de langue française.

La flamandisation complète des cours légaux à Gand s'inspire de ces considérations, y compris le transport à Liège de la section française des écoles spéciales.

En effet, non seulement Gand doit aux yeux des Flamands former un parallélisme complet avec Liège, mais il importe que l'Université flamande constitue un véritable centre de culture, nettement spécifique, où le Flamand sera chez lui. Le bilinguisme, même réduit à une portion de l'institution, enlèverait ce caractère d'homogénéité, maintiendrait des rivalités entre les sections, des intrigues et des défiances de tout genre.

En ménageant une période de transition de cinq ans, le projet évite, d'autre part, autant que faire se peut, les difficultés inhérentes au transfert d'écoles techniques du genre de celle du génie civil.

La clientèle étrangère de l'institution actuelle aura largement le temps de s'adapter à ce changement de localisation qui, sauf la question d'habitude, ne présente pour elle que des avantages.

Tout ce qui est dit ici au sujet de l'inconvénient que présenteraient des cours légaux en français ne s'applique évidemment pas à l'organisation d'un enseignement entièrement facultatif dans cette

langue, destiné à faciliter pour qui le désire, l'acquisition de la terminologie scientifique et technique française ainsi que le contact avec la culture de la France. Le texte du projet de loi, tout en laissant une grande liberté aux facultés et au Gouvernement, indique clairement qu'il ne peut s'agir ici d'un enseignement proprement dit, faisant double emploi avec les cours flamand et se prêtant à des substitutions plus ou moins déguisées. Ils'agit bien de quelque chose de surajouté où l'élève, qui le désirera, pourra non seulement se familiariser avec une langue de grande extension qui est en même temps celle de beaucoup de Belges, mais où il envisagera les sciences sous un aspect un peu particulier, plus général ou plus spécial, selon les cas.

L'État organisera, en somme, à Gand, avec plus de système et sur une plus large échelle, ce que l'initiative des étudiants et de quelques professeurs, avait essayé de réaliser, il y a vingt-cinq ans, à l'Université de Louvain, lorsque cette institution était encore presque entièrement de langue française. Sous le nom de *Taal en Kennis* s'étaient créés, alors, en effet, dans les diverses facultés, des séries de conférences en langue néerlandaise destinées à apprendre aux élèves la façon de traiter dans cet idiome des questions se rapportant à leurs études. Certes, la crainte de s'imposer un travail supplémentaire, non obligatoire, éloignera certains étudiants de ces leçons, mais beaucoup d'autres, au contraire, surtout quand on se sera mieux rendu compte des inconvénients qu'offre, en fait, en Belgique une formation scientifique trop exclusivement flamande, auront soin de faire choix de quelques cours facultatifs français.

L'obtention du certificat de fréquentation de ceux-ci sera, du reste, un précieux complément au diplôme légal.

Il est à noter que ces cours en langue française sont conçus entièrement au point de vue de l'utilité que les Flamands eux-mêmes pourront y trouver et ne peuvent en rien être considérés

comme une concession, une facilité un « miserere » accordé aux personnes qui, en pays thiois, auraient reçu une éducation leur rendant plus aisée l'acquisition des matières par le moyen de la langue française.

Cette circonstance, jointe au caractère strictement facultatif de ces leçons, enlève à la mesure en question l'aspect un peu humiliant que revêtait, dans les projets de loi précédents, l'imposition d'une certaine dose de cours français. Il semblait alors qu'on crût devoir obligatoirement mettre les Flamands en garde contre tel ou tel, inconvénient qu'il leur convient d'apprécier eux-mêmes en toute indépendance.

Cependant, du moment que ces derniers seront favorisés d'une organisation linguistique rationnelle et libérés de la crainte de voir chez eux le français supplanter leur propre langue comme véhicule de la culture, il est vraisemblable que ces cours français contribueront à maintenir un contact plus aisé entre les intellectuels du nord et ceux du sud de notre pays, ce qui réalisera sous le régime d'une entière liberté et en dehors de toute contrainte et humiliation, une situation favorable au maintien des bonnes relations entre Flamands et Wallons.

D'autre part, l'élève de Gand aura toute facilité pour acquérir aux points de vue national et international une situation privilégiée. Il profitera d'abord de l'avantage d'une formation dans sa langue maternelle depuis l'enfance jusqu'à la fin de ses études. Il possédera celle-ci de façon à être dans son milieu un citoyen complet, capable de rendre à ses compatriotes tous les services qu'on peut attendre d'un intellectuel et d'un professionnel, avec tout le prestige s'attachant au maniement aisé et élégant de la langue de son peuple.

D'autre part, grâce à la parenté étroite du néerlandais avec l'anglais et l'allemand, il pourra, avec un très léger effort, se mettre en rapport avec une portion des plus importantes du monde

civilisé, tandis que son initiation à la langue scientifique, philosophique et littéraire de la France, lui ouvrira le monde latin.

Soyons donc assurés que, de façon générale, la réforme proposée ne sera pas de nature à diminuer la largeur de vue et les possibilités de production et d'action d'une partie de nos concitoyens. Elle aura pour la Flandre les résultats les plus heureux, en préservant les énergies nationales si fécondes de ce peuple, dont la gloire contribue si largement à celle de la Belgique. Elle fera, en outre, disparaître le sujet de discorde le plus grave existant entre Flamands et Wallons et réparera en cette année jubilaire, la grave erreur qui fut com-

mise il y a cent ans. Elle montrera à l'étranger non seulement notre soif de justice, mais notre invincible pouvoir de régénération et notre ferme volonté de vivre en réalisant de façon plus sincère, plus complète, plus efficace, dans une Belgique nouvelle, notre fière devise : *L'Union fait la Force*.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de loi.

Le rapport est adopté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

Le Rapporteur,
A. CARNOY.

Le Président,
A. VERMEYLEN.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 19 MAART 1930.

Verslag uit naam der Commissie van Kunsten en Wetenschappen, belast met het onderzoek van het wetsontwerp betreffende het gebruik der talen aan de Universiteit te Gent.

(Zie de n^{os} 26, 84 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 6, 12, 13, 19, 20, 26, 27 Februari en 5 Maart 1930; n^o 97 van den Senaat.)

Aanwezig: de heeren VERMEYLEN voorzitter, DIERCKX, Graaf DE LA BARRE d'ERQUELINES, Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, DUCHATEAU, RONVAUX, RUTTEN, VAN OVERBERGH, WAUCQUEZ en CARNOY, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp betreffende het gebruik der talen aan de Universiteit te Gent is, in zijn beginsel en in zijn bijzonderheden, het voorwerp geweest van eindelooze besprekingen in de Kamer en in het land. Op het oogenblik waarop de Senaat, op zijne beurt, daarover stelling moet nemen, is hij stellig reeds volledig voorgelicht over de betekenis en over den aard der hervorming, waarvoor er in de Kamer eene verpletterende meerderheid te vinden was.

Deze bijna volledige eensgezindheid duidt aan welk belang de Belgen van alle partijen, de Walen zoowel als de Vlamingen, aan dezen vreedstichtende maatregel hechten, welke ook hun persoonlijke voorkeur over het gebruik der talen in België zij. Allen hebben zij begrepen dat 's lands belang, loyaal opgevat, uitstekend werd gediend door de goedkeuring van een ontwerp dat een einde stelt aan een oorzaak van verdeeldheid onder de Belgische burgers. Zij hebben door hun stemming een plech-

tig blijk willen geven tot versteviging van 's lands eenheid.

Meer en meer inderdaad geeft de Belgische meening zich rekenschap van de gronden van rede en gevoel, die de Vlamingen aanzetten een zoo groot belang te hechten aan het gebruik hunner moedertaal aan de Gentsche hoogeschool.

Zij zien in deze hervorming in de eerste plaats een symbool.

Inderdaad, zij kenschetst de strekking van de Vlaamsche beweging in deze laatste jaren, en wel de beweging van het tweede tijdperk. De eerste pogingen waren erop gericht de belangstelling van het volk en van de geleerden voor de Vlaamsche taal, letterkunde en kunst te doen heropleven, en tevens eenigermate de nadeelen te verzachten die voor de Vlamingen zelf voortspuiten uit een administratieven en socialen voorrang van de Fransche taal in Vlaanderen.

Vervolgens bleek dat de Vlaamsche nationaliteit enkel kon worden geëerbiedigd en gediend door eene rationeele

inrichting van België gesteund op de eerlijke erkenning van de volksdualiteit. De Vlaamsche democratie werd zich bewust van hare rechten en van hare waardigheid en onmiddellijk werd dit streven naar bevrijding geconcretiseerd in het veroveren van de Gentsche Hoogeschool, officieel brandpunt van kultuur in de Vlaamsche gewesten, waarvan het Fransche wezen drukte op heel het intellectueel en sociaal leven van deze provinciën en tevens den staat van cultureele ondergeschiktheid, waarover zij kloegen, scherp deed uitschijnen.

Op den keper beschouwd, bestaat er tusschen de nieuwe Vlaamsche beweging en de vroegere hetzelfde verschil als tusschen de liefde van hooger voor het volk en het streven naar hooger van het volk.

De vernederlandsching van de Gentsche Hoogeschool is grootendeels geworden een vraagstuk van rechtvaardigheid en waardigheid voor diegenen die ze opeischen en men zou het belang van deze bekommring om de waardigheid van het ras, in de huidige Vlaamsche beweging, niet kunnen overschatten.

Maar Gent is meer dan een symbool, het is ook, zooals wij gezegd hebben, een werktuig van eerste waarde voor de verwezenlijking van de leus « In Vlaanderen Vlaamsch! ». Vruchteloos heeft men vaak in zekere kringen getracht te bewijzen dat de beoogde hervorming eene bekroning en niet een uitgangspunt had moeten zijn. Ware het niet logischer geweest, zegde men eerst, de overige graden van het onderwijs, die tot de Hoogeschool voorbereiden, te vernederlandschen, te meer daar eene taal van betrekkelijk beperkte verspreiding van betwistbaar nut bleek te zijn voor de verspreiding van de wetenschappen. Doch deze redeneeringen sprongen al te lichtvaardig met de werkelijkheid om.

Zoo het waar is dat de Hoogeschool het eindpunt van de opvoeding is, zij is er tevens ook de maatstaf van, zij beïnvloedt onrechtstreeks de inrichting van de lagere school en vooral van het mid-

delbaar onderwijs. Inderdaad, zoo deze instellingen eigen doelstellingen hebben, zijn ze niettemin voor tal van leerlingen de voorbereiding tot de hogere studiën. Zoolang deze in de Fransche taal geschieden, zal de algemeene strekking van het onderwijs blijven wat zij tot nog toe is geweest en wel een geleidelijke poging om de moedertaal te vervangen door de Fransche taal.

Inderdaad, de Hoogeschool bereidt voor tot de vrije beroepen en werkt rechtstreeks in op den geest en op de taal van de leidende standen. Men weet hoezeer het voorbeeld dezer laatsten invloed heeft op de betrachtingen, de opvattingen en de gevoelens van de gansche gemeenschap. Weet men niet welke moeilijkheid iedere Vlaming, die opstijgt langs de sociale ladder, thans ondervindt om voor zich en de zijnen het gebruik van de taal zijner voorvaderen te handhaven. Wanneer men alleen rekening houdt met deze werkelijke toestanden van het huidige België, zou men dus beter dan tot nog toe het geval was, hebben moeten begrijpen welk belang door de Vlamingen werd gehecht aan het bezit van de instelling die eene Vlaamsche intellectuele klasse moest in het leven roepen. Indien men echter wat meer had gekeken naar wat er buiten onze grenzen omgaat, dan zou men ongetwijfeld spoediger en vlugger de hardnekkige vooroordeelen, die tot nog toe bedoelde hervorming in den weg stonden, hebben uit den weg geruimd.

De vernederlandsching van Gent strookt inderdaad volkomen met de nationale democratische betrachtingen zooals zij thans in Europa tot uiting komen. De rationeele inrichting van een Staat, op grondslag van gelijkheid der standen en van ondergeschiktheid der belangen van de leidende standen aan de behoeften van de gansche gemeenschap, kan niet gepaard gaan met « aristocratische talen » die van het volk juist diegenen afzonderen wier bedrijvigheid het volk moet dienen

diegenen die in eene normale gemeenschap de leiders, de toonbeelden, de raadgevers van de massa zijn en zulks in alle kultuuropzichten.

Vandaar het tot stand komen van zoo talrijke nationaliteiten, die ieder hun eigen taal hebben, in de streken waar vroeger alleen zekere zeer verspreide talen burgerrecht bezaten in het bestuur en in het hooger onderwijs. Welnu, bij al deze volkeren zonder uitzondering, is de nationale taal de taal van de Hoogeschool geworden. Dit is het geval in Tsjecho-Slowakije, Lijfland, Lithauen, Finland, Joegoslavië en tal van andere landen wier talen heel wat minder verspreid zijn dan het Nederlandsch, taal van de Nederlanders met hunne zeven universiteiten, zonder te spreken over Nederlandsch-Indië en over Zuid-Afrika.

Gewis, deze evolutie schijnt geheel in strijd met de huidige strekking van het cosmopolitanisme, in de hand gewerkt door de machtige middelen van vervoer en uitbreiding waarvan de huidige beschaving gebruik maakt. In feiten komen beide betrachtingen overeen, daar de nadeelen van de veelvuldigheid der landstalen in sterke maat worden getemperd door den stijgenden bijval, als « tweede talen », van twee of drie « wereldtalen », in afwachting dat er ongetwijfeld eerlang eene universele hulptaal tot stand komt.

Deze toestand is gezond, want hij begunstigt het tot stand komen van eene algemeene beschaving en laat tevens, gedurende langen tijd nog, aan de verschillende menschelijke typen met hunne eigene hoedanigheden en kenmerken toe, te blijven voortbestaan en zich te ontwikkelen.

De Vlaamsche provinciën konden op dezen regel geen uitzondering maken, daar haar intellectueel en artistiek erfdeel zoo rijk en zoo eigenaardig is. Hunne bevolking kan er evenmin als een andere vrede mede hebben in feiten verplicht te worden haar recht ahan-

kelijk te maken van de kultuur, van het aanleeren van eene nieuwe taal, zij moge nog zoo sympathiek zijn.

Zij moet ook trachten in haar schoot een gezonden taaltoestand te herstellen, die de taal het normale leven der talen laat leven in eene gemeenschap waar de geleerde standen den zin voor sierlijkheid en zuiverheid van de taal onderhoudt, alsmede den rijkdom van den woordenschat op elk gebied. Eene taal die beperkt is tot het alledaagsch gebruik in den familiekring, verliest de uitdrukkingen die in verband staan met de bekoningmeringen van de gecultiveerde standen. Wordt zij bovendien al te uitsluitend bedekt door eene andere taal, eene « aristocratische », dan ondergaat zij het lot van de onderworpen gemeenschappen zonder fierheid. Zij draagt de livrei harer meesters, verliest hare aangeboren sierlijkheid, hare eigene kracht en leent zich tot halfslachtigen zinsbouw, geschoeid op den leest van een idioma, waar van het taaleigen vaak verschillend is van het hare.

Het bestaan van een intellectueel en Vlaamschsprekenden stand is dus evenzeer eene noodwendigheid op taalgebied als een eisch van de gezonde democratie, met dien verstande dat het aan een oneindig grooter aantal personen toelaat zich op een hooger intellectueel en zedelijk peil te verheffen en tevens hun eigen volksaard te bewaren. Dit alles strookt met hetgeen wij weten van de psychologie der talen en der nationaliteiten. Het strookt daarenboven met de menschelijke psychologie dat de Vlaming, welke ook het verschil tusschen het Nederlandsch en het Fransch als « uitvoerartikel » moge zijn, niet duldt dat de Staat hem niet in volle werkelijkheid rechten erkent, die gelijk zijn aan de rechten van de Franschsprekende Belgen.

De volledige vernederlandsching van de wettelijke leergangen te Gent werd ingegeven door deze beschouwingen, met inbegrip van het overbrengen naar

Luik van de Fransche afdeeling der bijzondere scholen.

Inderdaad moet Gent in de oogen van de Vlamingen niet alleen volledig op één lijn gaan met Luik, maar het komt er op aan dat de Vlaamsche Universiteit een waar centrum van echt specifieke kultuur weze, waar de Vlaming zich zal thuisvoelen. De tweetaligheid, zelfs wanneer zij wordt beperkt tot een gedeelte van de instelling, zou dezen aard van gelijkheid wegnemen en zou aanleiding geven tot het bestendigen van ijverzucht tusschen de afdeelingen, van drijfverijen en van wantrouwen van alle slag.

Met een overgangstijdperk van vijf jaar te voorzien, vermijdt van den anderen kant het ontwerp zooveel mogelijk de moeilijkheden, die gepaard gaan met het overbrengen van technische scholen, zooals die van de Burgerlijke genie.

De vreemde studenten aan de huidige instelling zullen ruimschoots den tijd hebben om zich aan te passen aan deze verandering van plaats die, behoudens de kwestie van gewoonte, voor hen enkel voordeelen biedt. Alles wat hier wordt gezegd over het nadeel dat wettelijke Fransche leergangen mochten opleveren, is natuurlijk niet van toepassing op de inrichting van een volledig facultatief onderwijs in deze taal, dat bestemd is om, voor al wie het wenscht, het aanleeren van de Fransche wetenschappelijke en technische terminologie te vergemakkelijken, alsmede de voeling met de kultuur van Frankrijk te bevorderen. De tekst van het wetsontwerp laat tevens een groote vrijheid aan de faculteiten en aan de Regeering, en geeft duidelijk te kennen dat het hier geen eigenlijk onderwijs kan gelden dat een verdubbeling is van de Nederlandsche leergangen en zich leent tot min of meer verkapte onderschuivingen.

Het geldt wel degelijk een soort toevoeging waar de leerling, die het wenscht, niet alleen zich zal kunnen vertrouwd maken met eene zeer ver-

spreide taal, die tevens de taal is van talrijke Belgen, maar waar hij de wetenschappen zal beschouwen onder een specialen gezichtshoek, die meer algemeen of meer beperkt zal zijn volgens de gevallen.

Kortom, de Staat zal te Gent meer stelselmatig en op eene ruimere schaal in het leven roepen wat het initiatief van de studenten en van enkele professoren vijf en twintig jaar geleden had trachten teverwezenlijken aan de Universiteit te Leuven, toen deze instelling nog bijna volledig Franschtalig was. Inderdaad, onder de benaming «Taal en Kennis» werden er alsdan in de verschillende faculteiten reeksen voordrachten in de Nederlandsche taal ingericht, om aan de leerlingen te leeren hoe zij in deze taal vraagstukken in verband met hunne studiën moesten behandelen. Gewis, de vrees voor een aanvullenden niet verplichten arbeid zal zekere studenten van deze lessen verwijderd houden maar daarentegen zullen vele andere er voor zorgen enkele facultatieve Fransche leergangen te kiezen, vooral wanneer men zich beter zal hebben rekenschap gegeven van de nadeelen die feitelijk in België eene al te uitsluitend Nederlandsche wetenschappelijke opleiding meebrengt.

Het bekomen van het getuigschrijft voor het volgen van deze leergangen zal trouwens een kostbare aanvulling van het wettelijk diploma zijn.

Op te merken valt dat deze leergangen in de Fransche taal volkomen zijn opgevat met het oog op het nut dat de Vlamingen zelf er zullen in vinden en zij hoegenaamd niet kunnen worden beschouwd als eene toegeving, een gemak, een «miserere» dat wordt verleend aan de personen die in het Dietsche land eene opvoeding zouden hebben ontvangen, die hun het aanleeren van de vakken door middel van de Fransche taal zou vergemakkelijken.

Deze omstandigheid gevoegd bij den streng facultatieven aard dezer leergangen, ontnemt aan den beoogden

maatregel het ietwat vernederend uitzicht dat in de vroegere wetsontwerpen verbonden was aan de verplichting van een zekere dosis Fransche leergangen. Het scheen toen dat men meende verplicht te zijn de Vlamingen op hun hoede te stellen tegen een of ander bezwaar, dat zij zelf in volle onafhankelijkheid moeten beoordeelen.

Nochtans, eens dat de Vlamingen eene redelijke taalrichting zullen bezitten en zullen bevrijd zijn van de vrees het Fransch bij hen hunne eigene taal als voertaal van de kultuur te zien vervangen, is het waarschijnlijk dat deze Fransche leergangen er zullen toe bijdragen een gemakkelijker voeling te bestendigen tusschen de intellectueelen van het Noorden en die van 't Zuiden van ons land. Dit zal onder het stelsel eener volledige vrijheid en buiten allen dwang en vernedering eenen toestand in het leven roepen, die gunstig is voor het in stand houden van goede betrekkingen tusschen Walen en Vlamingen.

Van den anderen kant zal de leerling te Gent alle gemak hebben om in nationaal en internationaal opzicht een bevoorrecht toestand te verwerven. Hij zal vooreerst nut trekken uit het voordeel van de opleiding in zijn moedertaal, vanaf zijn kinderjaren tot op het einde zijner studiën. Hij zal zijne taal derwijze machtig zijn dat hij in zijn kring een alzijdig burger is, bekwaam aan zijne landgenooten al de diensten te bewijzen die men mag verwachten van een intellectueel en van een beroepsman, met al het gezag dat het vlotte en sierlijk gebruik der volkstaal hem geven zal.

Bovendien dank zij de nauwe verwantschap van het Nederlandsch met het Engelsch en het Duitsch, zal hij zich met een zeer geringe inspanning in be-

trekking kunnen stellen met een allerbelangrijkst deel van de beschaafde wereld, terwijl zijn vertrouwdheid met de wetenschappelijke, philosophische en letterkundige taal van Frankrijk voor hem de Latijnsche wereld zal openstellen.

Wij moeten er dus van overtuigd zijn dat, over het algemeen, de voorgestelde hervorming de ruime opvatting en de mogelijkheden van voortbrengst en actie van een deel onzer medeburgers zal kunnen verminderen. Voor Vlaanderen zal zij de meest gelukkige uitslagen opleveren met de zoo vruchtbare nationale krachtbronnen te beschermen van een volk, waarvan de roem zoo ruim bijdraagt tot dien van België. Zij zal bovendien een einde stellen aan een van de meest ernstige oorzaken van oneenigheid tusschen Vlamingen en Walen en in dit jubeljaar zal zij de grove dwaling goedmaken die honderd jaar geleden werd begaan. Zij zal voor het buitenland, een blijk zijn, niet alleen van onzen dorst naar rechtvaardigheid, maar ook van ons onoverwinbaar heroplevingsvermogen en van onzen krachtadigen levenswil, met in een nieuw België onze fiere leus : « Eendracht maakt macht » op meer rechtzinnige, meer volledige en meer doeltreffende wijze te verwezenlijken.

Uwe Commissie heeft de eer U voor te stellen het wetsontwerp goed te keuren.

Het verslag werd goedgekeurd met 8 stemmen tegen één stem. Één lid onthield zich.

De Voorzitter,
A. VERMEYLEN.

De Verslaggever,
A. CARNOY.